

10. fraude compensatoire d'actifs

Les fraudes de crédit, de faillite et de «compensation d'actifs»

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Ayant pleinement réalisé que ce qui pose à notre gouvernement n'est que deux sociétés municipales étrangères géantes dans le domaine de la fourniture de "services gouvernementaux essentiels" et que ce ne sont jamais que des sous-traitants fédéraux --- jamais notre gouvernement réel, fournit le contexte de la compréhension tous les malversations, la violence, et la fraude qui s'est produite ici et à l'étranger à la suite de leur racket et de leur profit de guerre.

Le service le plus halcyon que les banques pourraient fournir à l'humanité est d'éteindre les comptes de ces sociétés municipales et de réactiver nos comptes - qui ont longtemps été tenus en tant que "comptes hors registre" -. Nous pouvons alors fournir le soutien réel des actifs nécessaire pour négocier de l'argent, pas du crédit, et les criminels seront empêchés de tout mal, car leurs comptes, qui sont tous basés sur notre crédit, seront gelés.

Une telle action est justifiée pour tout un pays pour la même raison qu'elle est justifiée lorsqu'un pirate de carte de crédit humain est découvert en train de chaparder le compte de quelqu'un. Comme nous l'avons noté, les actifs et le crédit développé à partir de ces actifs appartiennent aux propriétaires réels - les États et les habitants de ce pays, et non les sous-traitants municipaux.

Pour que tout le monde comprenne, les sous-traitants fédéraux, ces deux sociétés de «services» municipaux à tête géante opérant à partir du district de Columbia, sont limités à fonctionner à crédit, tandis que nos États réels sont limités à l'exploitation de l'or et de l'argent par les constitutions fédérales. qui permettent à ces sociétés municipales d'exister. C'est la raison pour laquelle ils ont été si déterminés à rechercher des garanties pour justifier le crédit et la raison pour laquelle ils ont traité des notes de dette dans un système de crédit de dette.

Lorsque nos États et notre peuple ont été signalés "manquants, présumés perdus" au lendemain de la guerre civile, les sous-traitants de la Corporation municipale ont déclaré un faux "état d'urgence" et des "pouvoirs d'urgence" également faux qui ne leur avaient jamais été accordés. Opérant sous ces présomptions de pouvoir et affirmant qu'ils étaient nos fiduciaires, ils ont saisi chaque morceau de garantie en vue, et même finalement (Buck Act, 1940) "sécurisé" et revendiqué la propriété de nos corps vivants en falsifiant notre statut politique.

Cette fraude et cette fausse déclaration leur ont alors permis de revendiquer une participation en nous et de les laisser souscrire des polices d'assurance-vie --- une pratique qui a finalement cédé \$ 950 billions en avril 2017 au prince Philip en tant que "Annuités de valeur de la force de vie" et qui a fourni une motivation pratique pour le génocide des vaccins dont nous assistons actuellement. Au lieu d'avoir à payer les soins aux personnes âgées et les frais médicaux de fin de vie pour les baby-boomers, ces criminels ont décidé de tuer les personnes âgées et de percevoir l'assurance-vie (également émise en fraude) à la place.

Lorsque tout cela a été découvert, ils ont été contraints d'aller au Plan B, pour justifier leur titrisation continue de la chair vivante (asservissement) qui a abouti à un autre aspect du génocide des vaccins - implantation secrète de l'ADN / ARNm artificiel breveté qui change le génome des victimes. Les auteurs affirment ensuite que leurs victimes sans méfiance sont réduites à être des organismes génétiquement modifiés (OGM) par ce processus, ne sont plus humains et ne doivent plus de droits de l'homme, et sont même soumis à la mort par les propriétaires de ces brevets qui prétendent être leur créateurs.

Au-delà de la fraude et de la non-divulgaration évidentes de présenter ces injections changeantes du génome comme un "vaccin" pour prévenir une maladie, il y a les problèmes de prépondérance des droits et d'intrusion illégale et illégale et de conversion illégale. Il y a aussi le fait que notre gouvernement américain légal a adopté une loi publique par Roll Call Vote des États de l'Union interdisant ces activités et réclamations dans ce pays, à compter du premier janvier 2020.

Nous sommes, une fois de plus, confrontés au fait inévitable que ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia sont exploitées par des criminels et sont impliquées dans des activités illégales et illégales depuis très longtemps --- des activités illégales et illégales qui ont entraîné dans le vol de billions de dollars de crédit, la destruction de bases d'actifs, et la mort de millions d'Américains dans des conflits mercenaires non divulgués et des activités criminelles connexes ---- et maintenant, nous sommes confrontés à des réclamations de génocide et de propriété motivées par le profit accélérées par de fausses "vaccinations".

Certaines des fraudes de crédit les plus notables se sont produites dans les années 1933-1934, lorsque les lois sur la titrisation d'urgence et les services bancaires d'urgence ont été adoptées par le Congrès territorial et leur prétendu congrès municipal.

La loi sur la titrisation d'urgence, qui ne pouvait s'appliquer qu'aux citoyens territoriaux et municipaux, c'est-à-dire les sous-traitants de la Société municipale fédérale, a entraîné la titrisation illégale susmentionnée de la chair vivante (esclavage) et a fourni la motivation pratique pour mal caractériser les Américains comme des étrangers. citoyens dans leur propre pays.

En d'autres termes, les auteurs ont faussement affirmé que nous, leurs employeurs, le peuple américain, étions "apatrides" en raison des autres mensonges du auteur selon lesquels notre gouvernement américain était "manquant, présumé perdu et / ou interrègne". --- et cela a laissé des millions d'Américains mal caractérisés comme étant d'origine inconnue et soumis aux opérations de sauvetage du Perpetrator.

La loi sur les services bancaires d'urgence et l'adoption des politiques de la loi sur la réserve fédérale de ces sous-traitants de la société municipale prétendant subrepticement être ou représenter notre gouvernement sous la couleur de la loi, les ont amenés à établir unilatéralement un taux de change qui leur a permis d'échanger leur «note de la réserve fédérale "IOU" sur une base "un pour un" avec nos dollars en argent.

Cela leur a permis d'émettre des crédits contre notre monnaie réelle et de créer une porte dérobée pour accéder à nos réserves réelles d'argent sous la couleur de la loi. Notre peuple ne voulait pas renoncer à ses certificats d'argent et d'argent en échange de ce qui semblait être des I.O.U délivrés par le gouvernement, mais encore une fois, parce que toute la situation n'était pas divulguée et parce qu'ils étaient trompés pour l'accepter sous la couleur de la loi, les gens se sont conformés.

La loi sur la titrisation d'urgence et la loi sur les services bancaires d'urgence étaient des stratagèmes de dépouillement des garanties de la société municipale commerciale chauve exécutés en vertu de la force et de la couleur de la loi.

Ces actes illégaux et les blessures infligées à nos personnes et à nos biens par couleur de droit et sans aucune autorisation accordée par ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, représentent des actes de piraterie et d'extorsion commerciales intérieures, de racket sous couleur de droit, et complot en faveur de la fraude commis par ces soi-disant prestataires de services contre leurs employeurs.

En tant que parties lésées et créanciers prioritaires préférentiels, nous devons le retour de tous nos actifs volés et purs, le crédit et les bénéfices, ainsi que les actifs matériels et immatériels de ces sociétés municipales.

En plus de toutes ces blessures, ces sociétés municipales ont commis une fraude libérale et cyclique à la faillite et une fraude compensatoire des actifs.

Une fois entièrement structurées en deux entités de la Corporation municipale, ces sociétés municipales étrangères complices ont commencé à accumuler d'énormes dettes et à imputer tout ce qu'elles voulaient à nos biens publics et à notre trésorerie.

Ils nous ont inculpés pour leurs réparations de guerre et les frais de poursuite de la Seconde Guerre mondiale et de tous les autres conflits mercenaires dans lesquels ils se sont engagés, mais ils n'ont pas comptabilisé leurs bénéfices ni partagé leurs bénéfices avec nous, ce qui est une preuve plus circonstancielle que ces sociétés ne sont pas en fait travailler pour nous ou à notre direction, et sont en fait des organisations criminelles qui nous utilisent, nous et nos vénérables contrats constitutionnels, simplement comme vitrine.

Nous avons vu les prix facturés pour les services de placement familial et d'incarcération, qui ont été gonflés de manière sauvage et délibérée pour promouvoir le profit, et les mêmes types de frais bien supérieurs aux "frais raisonnables et habituels" que nous avons autorisés, ont été appliqués à tous les niveaux. Il en résulte une forme de saisie forcée des actifs et provoque une inflation par rapport à la monnaie.

Si le prix courant des services d'entretien ménager dans l'économie est \$ 12 par heure, et que votre société de services gouvernementaux facture \$ 512 par heure pour le même service, et le fait par couleur de droit, elle est engagée dans un racket exorbitant, une pratique grossièrement illégale.

Cela se produit depuis des décennies parce que, comme nous l'avons vu, les sociétés municipales ont glissé leur laisse sous l'administration frauduleuse d'Abraham Lincoln, le moment où elles se sont secrètement lancées dans les affaires pour elles-mêmes et ont commencé à parasiter leurs employeurs et tout le monde en remplaçant leurs sociétés commerciales pour les gouvernements légaux ordonnés par le peuple de chaque nation.

Depuis lors, ces sociétés municipales opérant à partir du district de Columbia n'étaient plus sous le contrôle et la surveillance du gouvernement civil actuel de ce pays. Ils nous facturent tous les services qu'ils voulaient fournir à tout prix qu'ils voulaient facturer, non consensuellement, au point d'une arme à feu territoriale britannique, et opérant par ailleurs en violation flagrante de la confiance.

Nous souhaitons que ces sociétés municipales incriminées soient liquidées en notre faveur avec leurs franchises et filiales de l'État et des agences.

Nous souhaitons que les banques ferment leur accès à notre crédit et au crédit de toutes les autres nations également lésées par ces charlatans --- cela inclut, mais sans s'y limiter, les actifs et le crédit appartenant au peuple d'Angleterre, d'Irlande, d'Écosse, du Pays de Galles, tous les anciens pays du Commonwealth, dix-sept pays d'Europe occidentale toujours sous occupation territoriale illégale, la Corée du Sud et le Japon.

Les fonctions de défense et bancaires doivent être transférées et transférées des sociétés municipales incriminées à notre contrôle.

Dans le même temps, les comptes hors registre qui nous appartiennent et à ces autres pays touchés doivent être avancés et activés afin d'accélérer une base sûre et sûre pour le commerce en cours, les nouvelles devises et les nouveaux accords de crédit.

Nous avons déjà adopté une nouvelle monnaie internationale, le dollar de la Fédération américaine adossé à l'or, et nous avons pleinement l'intention de réémettre nos dollars en argent et les certificats connexes à des fins de commerce intérieur. Les sociétés municipales criminellement mal gérées du district de Columbia et leurs successeurs nous doivent plus d'argent en vertu des dispositions de la loi sur les services bancaires d'urgence que jamais extrait de la croûte terrestre et probablement plus d'argent que ce qui existe dans le monde physique.

Cette observation qui précède est, en soi, suffisante pour justifier la faillite et la forclusion immédiates du chapitre 7 de tous les actifs détenus et contrôlés par ces sociétés municipales renégates et le retour immédiat de leurs fonctions administratives au gouvernement légal. De toute évidence, le coût de la faillite devrait être supporté par les propriétaires et exploitants réels des sociétés municipales incriminées et non par les États et les habitants de ce pays qui ont été victimes d'une occupation territoriale illégale et illégale pendant plus d'un siècle et demi, ou toute victime similaire dans le monde qui a vu son statut politique illégalement converti et elle-même déformée en tant que citoyenne de ces mêmes sociétés municipales incriminées hébergées dans le district de Columbia, leurs franchises, agences et filiales.

Ces informations devraient également inciter à l'arrestation des dirigeants du Forum économique mondial et des membres de leur programme "Future Leaders" et d'autres, y compris divers hauts responsables des barreaux, pour avoir promu et financé cette forme de féodalisme d'entreprise sans loi et tenté de forcer sur les gens libres du monde via la fraude de la Corporation municipale exercée sous la couleur du droit.

Tout le personnel fédéral non essentiel qui n'est pas nécessaire pour fournir des services de défense, bancaires, de transport et postaux doit être renvoyé chez lui; médecins, dentistes, les infirmières et tous les autres professionnels des services de santé doivent être libérés de toute présomption selon laquelle ils sont soumis à la conscription en tant qu'officiers en uniforme et doivent être pleinement informés de leurs droits et prérogatives et libérés des contrats de l'American Medical Association et également libérés du permis de leur capacité prescrire des médicaments traditionnels et courants, des nutriments et des thérapies non exclusives.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

6 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #2

Created 30 March 2024 22:16:02 by Bryan

Updated 31 March 2024 00:07:08 by Bryan